Ce document constitue un outil de documentation et n'engage pas la responsabilité des institutions

►**B**

RÈGLEMENT (CE) Nº 131/2004 DU CONSEIL

du 26 janvier 2004

imposant certaines mesures restrictives à l'égard du Soudan

(JO L 21 du 28.1.2004, p. 1)

Modifié par:

		Journal officiel		
		n°	page	date
►**M1**	Règlement (CE) nº 1353/2004 du Conseil du 26 juillet 2004	L 251	1	27.7.2004
►**M2**	Règlement (CE) nº 1516/2004 de la Commission du 25 août 2004	L 278	15	27.8.2004
►**M3**	Règlement (CE) nº 838/2005 du Conseil du 30 mai 2005	L 139	3	2.6.2005
►**M4**	Règlement (CE) nº 1354/2005 de la Commission du 17 août 2005	L 213	11	18.8.2005
►**M5**	Règlement (CE) nº 1791/2006 du Conseil du 20 novembre 2006	L 363	1	20.12.2006

▼B

RÈGLEMENT (CE) Nº 131/2004 DU CONSEIL

du 26 janvier 2004

imposant certaines mesures restrictives à l'égard du Soudan

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 60 et 301,

vu la position commune 2004/31/PESC du Conseil du 9 janvier 2004 concernant l'imposition au Soudan d'un embargo sur les armes, les munitions et les équipements militaires ([1]),

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

(1) En raison de la guerre civile qui se poursuit au Soudan, la position commune 2004/31/PESC maintient l'embargo sur les armes imposé à ce pays par la décision 94/165/PESC du Conseil ([2]) et renforce cet embargo en y incluant une interdiction d'assistance technique et d'autres services liés à des activités militaires ainsi qu'une interdiction d'aide financière en rapport avec des activités militaires.

(2) La position commune 2004/31/PESC introduit aussi des dérogations à titre humanitaire à l'embargo sur les armes, notamment en ce qui concerne la vente, la livraison, le transfert ou l'exportation d'équipements et de matériels affectés à des opérations de déminage au Soudan.

(3) L'embargo qui frappe certaines activités d'assistance technique et d'aide financière s'inscrit dans le cadre du traité. C'est pourquoi, pour éviter notamment une distorsion de concurrence, il y a lieu d'arrêter une législation communautaire afin de mettre en œuvre, sur le territoire de la Communauté, l'embargo en question. Aux fins du présent règlement, le territoire de la Communauté est réputé englober les territoires des États membres auxquels s'applique le traité et dans les conditions fixées par ce traité.

(4) Pour garantir l'efficacité des mesures arrêtées dans le présent règlement, celui-ci devrait entrer en vigueur immédiatement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Aux fins du présent règlement, les définitions suivantes s'appliquent.

On entend par «assistance technique» toute assistance technique en liaison avec la réparation, le développement, la fabrication, le montage, les essais, l'entretien ou tout autre service technique, et qui peut prendre les formes suivantes: instruction, conseils, formation, transmission des connaissances ou qualifications opérationnelles ou services de conseil. L'assistance technique recouvre l'assistance par voie orale.

([1]) JO L 6 du 10.1.2004, p. 55.
([2]) JO L 75 du 17.3.1994, p. 1. Décision abrogée par la position commune 2004/31/PESC.

▼B

Article 2

Il est interdit:

a) d'octroyer, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec des activités militaires ou la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériels connexes de quelque type que ce soit, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées pour les susdits, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme se trouvant sur le territoire du Soudan ou aux fins d'une utilisation dans ce pays;

b) de fournir un financement ou une aide financière en rapport avec des activités militaires, en particulier des subventions, des prêts ou une assurance-crédit à l'exportation, à l'occasion de toute vente, toute fourniture, tout transfert ou toute exportation d'armes et de matériels connexes ou de tout octroi, toute vente, toute fourniture ou tout transfert de service connexe d'assistance technique, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme au Soudan ou aux fins d'une utilisation dans ce pays.

Article 3

Il est interdit de participer, sciemment et volontairement, à des activités ayant pour objet ou pour effet, direct ou indirect, de promouvoir les opérations visées à l'article 2.

▼M3

Article 4

1. Par dérogation aux articles 2 et 3, les autorités compétentes des États membres énumérées à l'annexe peuvent admettre la fourniture d'un financement ou d'une aide financière et d'une assistance technique en rapport avec:

a) les équipements militaires non meurtriers destinés exclusivement à des fins humanitaires ou de protection, ou à des programmes des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne et de la Communauté concernant la mise en place des institutions;

b) le matériel destiné aux opérations de gestion des crises de l'Union européenne, des Nations unies et de l'Union africaine;

c) l'équipement et le matériel de déminage utilisés pour les opérations de déminage;

d) la mise en œuvre de l'accord de paix global entre le gouvernement soudanais et le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan, signé à Nairobi, Kenya, le 9 janvier 2005.

2. Aucune autorisation n'est accordée pour des activités qui ont déjà été menées.

▼B

Article 5

Les articles 2 et 3 ne s'appliquent pas aux vêtements de protection, y compris les gilets pare-balles et les casques militaires, exportés temporairement au Soudan par le personnel des Nations unies, le personnel de l'Union européenne, de la Communauté ou de ses États membres, les représentants des médias, le personnel humanitaire et d'aide au développement et le personnel associé, pour leur usage personnel uniquement.

▼B

Article 6

La Commission et les États membres se tiennent mutuellement et immédiatement informés des mesures adoptées dans le cadre du présent règlement et se transmettent toute autre information utile dont ils disposent en rapport avec le présent règlement concernant, notamment, les violations, les problèmes de mise en œuvre rencontrés ou encore les jugements rendus par des juridictions nationales.

Article 7

La Commission est compétente pour modifier l'annexe sur la base des informations fournies par les États membres.

Article 8

Les États membres déterminent le régime de sanctions à appliquer en cas d'infraction aux dispositions du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir sa mise en œuvre. Ces sanctions doivent être efficaces, proportionnées et dissuasives.

Les États membres notifient ce régime à la Commission immédiatement après l'entrée en vigueur du présent règlement et lui notifient toute modification ultérieure de ce régime.

Article 9

Le présent règlement s'applique:

a) au territoire de la Communauté, y compris à son espace aérien;

b) à bord de tout aéronef ou de tout navire relevant de la juridiction d'un État membre;

c) à toute personne, en tout autre lieu, qui est un ressortissant d'un État membre;

d) à toute personne morale, à tout groupe ou à toute entité qui est établi ou constitué selon la législation d'un État membre;

e) à toute personne morale, à tout groupe ou à toute entité qui réalise des opérations commerciales dans la Communauté.

Article 10

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

▼B

ANNEXE

Liste des autorités compétentes mentionnées à l'article 4

BELGIQUE

▼M4

1. Service public fédéral des affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement
Direction générale des affaires bilatérales
Service «Afrique du sud du Sahara»
Egmont 1
Rue des Petits Carmes 19
B-1000 Bruxelles
Tél.: (32-2) 501 88 75
Fax: (32-2) 501 38 26

1. Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking
Directie van de bilaterale betrekkingen
Dienst «Afrika ten Zuiden van de Sahara»
Egmont 1
Karmelietenstraat 15
B-1000 Brussel
Tél.: (32-2) 501 88 75
Fax: (32-2) 501 38 26

2. Service public fédéral, économie, PME, classes moyennes & énergie
Potentiel économique
Direction industries
Textile — Diamants et autres secteurs
City Atrium
Rue du Progrès 50
5e étage
B-1210 Bruxelles
Tél.: (32-2) 277 51 11
Fax: (32-2) 277 53 09
Fax: (32-2) 277 53 10

2. Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand & Energie
Economisch potentieel
Directie Nijverheid
Textiel — Diamant en andere sectoren
City Atrium
Vooruitgangstraat 50
5de verdieping
B-1210 Brussel
Tél.: (32-2) 277 51 11
Fax: (32-2) 277 53 09
Fax: (32-2) 277 53 10

3. Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Kabinet van de minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van de Brusselse Hoofdstedelijke regering
Kunstlaan 9
B-1210 Brussel
Tél.: (32-2) 209 28 25
Fax: (32-2) 209 28 12

3. Région de Bruxelles-Capitale
Cabinet du ministre des finances, du budget, de la fonction publique et des relations extérieures du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
Avenue des Arts 9
B-1210 Bruxelles
Tél.: (32-2) 209 28 25
Fax: (32-2) 209 28 12

4. Région wallonne

Cabinet du ministre-président du gouvernement wallon
Rue Mazy 25-27
B-5100 Jambes-Namur

▼M4

Tél.: (32-81) 33 12 11
Fax: (32-81) 33 13 13

5. Vlaams Gewest

Administratie Buitenlands Beleid
Boudewijnlaan 30
B-1000 Brussel
Tél.: (32-2) 553 59 28
Fax: (32-2) 553 60 37

▼M5

BULGARIE

en ce qui concerne l'assistance technique et les restrictions aux importations ou aux exportations:
Междуведомствен съвет по въпросите на военнопромишления комплекс и мобилизационната готовност на страната
бул. «Дондуков» № 1
1594 София
тел. (359) 2 987 91 45
факс (359) 2 988 03 79

Interdepartmental Council on the Military-Industrial Complex and the Mobilisation Preparedness of the Country
1 «Dondukov» Blvd.
1594 Sofia
Tél. (359) 2 987 91 45
Fax (359) 2 988 03 79

en ce qui concerne le gel des fonds:
Министерство на финансите
ул. «Г.С. Раковски» № 102
София 1000
Тел: (359-2) 985 91
Факс: (359-2) 988 1207
E-mail: feedback@minfin.bg

Ministry of Finance
102 «G.S. Rakovsky» street
Sofia 1000
Tél. (359-2) 985 91
Fax: (359-2) 988 1207
E-mail: feedback@minfin.bg

▼M2

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo průmyslu a obchodu
Licenční správa
Na Františku 32
110 15 Praha 1
Tél: (420-2) 24 06 27 20
Fax: (420-2) 24 22 18 11

▼B

DANEMARK

Erhvervs- og Boligstyrelsen
Dahlerups Pakhus
Langelinie Allé 17
DK-2100 København Ø
Tlf. (45) 35 46 60 00
Fax (45) 35 46 60 01

Udenrigsministeriet
Asiatisk Plads 2
DK-1448 København K
Tlf. (45) 33 92 00 00
Fax (45) 32 54 05 33

Justitsministeriet
Slotholmsgade 10
DK-1216 København K
Tlf. (45) 33 92 33 40

▼B

Fax (45) 33 93 35 10

ALLEMAGNE

En ce qui concerne le financement et l'aide financière:

Deutsche Bundesbank
Servicezentrum Finanzsanktionen
Postfach
D-80281 München
Tel. (49-89) 2889-3800
Fax (49-89) 350163-3800

En ce qui concerne l'assistance technique et les autres services:

Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle (BAFA)
Frankfurter Straße 29-35
D-65760 Eschborn
Tel. (49-61) 96 908-0
Fax (49-61) 96 908-800

▼M2

ESTONIE

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tél: (372-6) 31 71 00
Fax: (372-6) 31 71 99

Finantsinspektsioon
Sakala 4
15030 Tallinn
Tél: (372-6) 68 05 00
Fax: (372-6) 68 05 01

▼B

GRÈCE

A. Freezing of Assets

Ministry of Economy and Finance
General Directory of Economic Policy
5 Nikis Str.
GR-101 80 Athens
Tel: (30) 210 333 27 86
Fax: (30) 210 333 28 10

A. Δέσμευση κεφαλαίων

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών
Γενική Δ/νση Οικονομικής Πολιτικής
Νίκης 5
GR-101 80 Αθήνα
Τηλ.: (30) 210 333 27 86
Φαξ: (30) 210 333 28 10

B. Import-Export restrictions

Ministry of Economy and Finance
General Directorate for Policy Planning and Management
Kornaroy Str. 1,
GR-105 63 Athens
Tel: (30) 210 328 64 01-3
Fax: (30) 210 328 64 04

B. Περιορισμοί εισαγωγών-εξαγωγών

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών
Γενική Δ/νση Σχεδιασμού και Διαχείρισης Πολιτικής
Κορνάρου 1,
GR-105 63 Αθήνα
Τηλ.: (30) 210 328 64 01-3
Φαξ: (30) 210 328 64 04

▼B

ESPAGNE

Ministerio de Economía
Dirección General de Comercio e Inversiones
Paseo de la Castellana, 162
E-28046 Madrid
Tel.: (34) 913 49 38 60
Fax (34) 914 57 28 63

FRANCE

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Direction générale des douanes et des droits indirects
Cellule embargo — Bureau E2
Téléphone (33) 144 74 48 93
Télécopieur (33) 144 74 48 97

Ministère des affaires étrangères
Direction des Nations unies et des organisations internationales
Téléphone (33) 143 17 59 68
Télécopieur (33) 143 17 46 91

IRLANDE

Department of Enterprise, Trade and Employment
Licensing Unit
Earlsfort Centre
Lower Hatch St.
Dublin 2
Ireland
Tel. (353) 1 631 2121
Fax (353) 1 631 2562

ITALIE

Ministero degli Affari esteri
DGAE-Uff. X
Roma
Tel. (39) 06 36 91 37 50
Fax (39) 06 36 91 37 52

Ministero del Commercio estero
Gabinetto
Roma
Tel. (39) 06 59 93 23 10
Fax (39) 06 59 64 74 94

Ministero dei Trasporti
Gabinetto
Roma
Tel. (39) 06 44 26 71 16/84 90 40 94
Fax (39) 06 44 26 71 14

▼M2

CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφ. Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
Τηλ. (357-22) 30 06 00
Φαξ (357-22) 66 18 81

Ministry of Foreign Affairs
Presidential Palace Avenue
1447 Nicosia
Tél: (357-22) 30 06 00
Fax: (357-22) 66 18 81

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības iela 36
Rīga LV1395
Tél: (371) 701 62 01

▼M2

Fax: (371) 782 81 21

LITUANIE

▼M4

Security Policy Department
J.Tumo-Vaizganto 2
LT-01511 Vilnius
Tél.: (370-5) 236 25 16
Fax: (370-5) 231 30 90

▼B

LUXEMBOURG

Ministère des affaires étrangères
Office des licences
21, rue Philippe II
L-2340 Luxembourg
Téléphone (352) 478 23 70
Télécopieur (352) 46 61 38

▼M2

HONGRIE

▼M4

Article 4

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium — Kereskedelmi Engedélyezési Hivatal
Margit krt.85.
H-1024 Budapest
Magyarország
Postafiók: 1537 Pf.:345
Tél.: (36-1) 336 73 00

▼M2

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il-Merkanti
Valletta CMR 02
Tél: (356-21) 24 28 53
Fax: (356-21) 25 15 20

▼B

PAYS-BAS

▼M4

Minister van Economische Zaken
Belastingdienst/Douane Noord
Postbus 40200
8004 DE Zwolle
Nederland
Tél.: (31-38) 467 25 41
Fax: (31-38) 469 52 29

▼B

AUTRICHE

Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit
Abteilung C/2/2
Stubenring 1
A-1010 Wien
Tel. (43-1) 711 00
Fax (43-1) 711 00-8386

▼M2

POLOGNE

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno – Traktatowy
Al. J. CH. Szucha 23
PL-00-580 Warszawa
Tél. (48-22) 523 93 48
Fax: (48-22) 523 91 29

▼B

PORTUGAL

Ministério dos Negócios Estrangeiros
Direcção-Geral dos Assuntos Multilaterais
Largo Rilvas
P-1350-179 Lisboa
Tel.: (351-21) 394 60 72
Fax: (351-21) 394 60 73

▼M5

ROUMANIE

Ministerul Afacerilor Externe
Aleea Alexandru, nr. 31
Sector 1, Bucureşti
Tel: (40) 21 319 2183
Fax: (40) 21 319 2226
e-mail: cabinet@mae.ro

Ministerul Finanţelor Publice
Strada Apolodor nr. 17,
Sector 5, Bucureşti
Tel: (40) 21 319 9743
Fax: (40) 21 312 1630
e-mail: cabinet.ministru@mfinante.ro

Ministerul Economiei şi Comerţului
Calea Victoriei, nr. 152
Sector 1, Bucureşti
Tel. (40) 21 231 02 62
Fax (40) 21 312 05 13

▼M2

SLOVÉNIE

Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Slovenia
Prešernova 25
1000 Ljubljana
Tél: (386-1) 478 20 00
Fax: (386-1) 478 23 47
Site internet: http://www.gov.si/mzz

SLOVAQUIE

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Sekcia obchodných vzťahov a ochrany spotrebiteľa
Mierová 19
827 15 Bratislava
Tél: (421-2) 48 54 21 16
Fax: (421-2) 48 54 31 16

▼B

FINLANDE

Ulkoasiainministeriö/Utrikesministeriet
PL/PB 176
00161 Helsinki/Helsingfors
Puhelin (358) 9 16 05 59 00
Faksi (358) 9 16 05 57 07

Puolustusministeriö/Försvarsministeriet
Eteläinen Makasiinikatu 8
00131 Helsinki/Helsingfors
PL/PB 31
Puhelin (358) 9 16 08 81 28
Faksi (358) 9 16 08 81 11

SUÈDE

▼M4

Inspektionen för strategiska produkter
Box 70252
S-107 22 Stockholm
Tél.: (46-8) 406 31 00
Fax: (46-8) 20 31 00

▼B

ROYAUME-UNI

Sanctions Licensing Unit
Export Control Organisation Department of Trade and Industry
4 Abbey Orchard Street
London SW1P 2HT
United Kingdom
Tel. (44) 20 7215 0594
Fax (44) 20 7215 0593

▼M2

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Commission des Communautés européennes
Direction générale des relations extérieures
Direction «PESC»
Unité A.2 — Questions juridiques et institutionnelles pour les relations extérieures — Sanctions
CHAR 12/163
B-1049 Bruxelles/Brussel
Téléphone (32-2) 295 81 48/296 25 56
Télécopieur (32-2) 296 75 63